

Monde 4/4/70

Grèce

M. Averoff proteste contre la condamnation des journalistes d'Ethnos

Athènes (A.F.P.). — Les cinq responsables du quotidien athénien *Ethnos* condamnés mercredi soir à de lourdes peines de prison, ainsi que l'ancien ministre Ioannis Zighdis, condamné lui aussi, ont été incarcérés à la prison Korydallos du Pirée.

Le personnel de la rédaction a pu, au cours de visites réglementaires, s'entretenir avec les condamnés pour examiner les conditions dans lesquelles le journal pourrait continuer à paraître. Le directeur de la publication, M. Constantin Kyriazis, condamné à quatre ans de prison, s'est personnellement prononcé en faveur de l'arrêt de la publication. Le journal paraîtra vendredi et samedi.

L'ancien ministre des affaires étrangères grec, M. Evangelos Averoff, a protesté jeudi matin contre le verdict du tribunal militaire concernant le journal *Ethnos* dans une déclaration remise aux correspondants étrangers.

« Les lourdes condamnations infligées aux responsables du journal ne sont liées que dans la forme à l'affaire de Chypre. En fait elles n'ont aucun rapport avec cette affaire. Elles font partie d'une entreprise d'intimidation de la presse sous un régime apparent de liberté de presse », écrit M. Averoff, en signalant que déjà aucun journal grec n'accepte plus de publier ses déclarations.

« Je suis profondément affligé,

poursuit l'ancien ministre, *que des hommes portant le glorieux uniforme des officiers grecs qui ont toujours combattu au premier rang pour la liberté aient infligé des peines avilissantes. Je suis encore plus affligé de voir que la tactique suivie semble condamner les efforts de ceux qui souhaitent une évolution lente mais progressive vers un retour à la normale.* »

On sait que M. Averoff s'est montré partisan de créer un « pont » entre l'opposition et le gouvernement grec.

Au procès du réseau Défense démocratique, les témoins à décharge qui se sont succédé jeudi à la barre se sont attachés à démontrer que les accusés, de tendance centriste, ne pouvaient être considérés comme des communistes ou des alliés des communistes.

La veuve du savant anglais Alexandre Flemming (inventeur de la pénicilline), ainsi que le professeur allemand Hans Heinrich Jescheck, directeur de l'institut Max-Plank, ont affirmé que les accusés n'étaient nullement communistes.

M. Jescheck a déclaré que « le professeur Georges Alexandre Mangakis est un partisan de la philosophie idéaliste et non pas un matérialiste dialectique ». Le témoin a signalé que le professeur Mangakis avait été, après le coup d'Etat, invité à enseigner à l'institut Max-Plank, à Fribourg, mais qu'il avait préféré servir son propre pays.